



L'emprise du Prieur é d'Amel sur la vie de la r égion

Pascal GROSDIDIER, vendredi 03 avril 2009 - 02:41:22

L'emprise du Prieur é d'Amel sur la vie de la r égion

Au nord d'Etain, Amel est plac é sur la route des Pays bas comme Etain. Le prieur é d'Amel est le centre administratif. Des foires et des march és y existent depuis des temps recul és. L'avou é d'Amel est le vassal du comte de Bar.

En 1234, l'avou é HUE accuse le comte Henri II de briser le march é d'Amel en voulant y imposer sa monnaie et la vente de ses vins.

En 1289, Thi ébaut II acquiert les droits de l'avou é sur Amel et Senon et impose le pariage à l'abbaye pour les deux localit és. Elles s'engagent à ne pas cr éer d'autres foires et march és dans un rayon de deux lieues. Amel et Senon sont alors affranchis à la loi de Beaumont. Etain et ses march és g ènent ceux d'Amel mais ils ne sont pas supprim és pour cel à. Le comte de bar s'impose sur plusieurs routes entre la vall ée de la Meuse et celle de la Moselle. Par exemple, on ne trouve qu'un seul march é épiscopal sur la route de Verdun à Pont à Mousson, c'est celui de Fresnes en Wo èvre.

Vers 1300, les cadets de la Maison de Bar, les sires de Pierrefort, poss èdent la forteresse et le p éage de Sommedieue. Les églises de Verdun et environs poss èdent des bergeries. Les d îmes sur la laine et les moutons sont tr ès disput és. Les églises, alors, les r écup èrent aux XII è et XIII è si ècles et d éveloppent l' élevage chez leurs locataires.

En 1326, les Cisterciens de Ch âtillon donnent à un homme de B échamps, une "maisi ère" pour qu'il y édifie une bergerie pour ses b êtes. Il ne doit pas mettre ses b êtes ailleurs que l à ainsi qu'apr ès lui, ses successeurs. En cas d'incendie ou de dommages, l'homme devra le r éparer dans un d élai de deux ans. Les propri étaires participent avec force à cette production rentable. La bergerie est souvent d épendante des maisons-fortes des chevaliers.

Les Lombards accompagnent le collecteur d'imp ôts ou du percepteur de la taille urbaine de verdun. Ils sont les cr éanciers,



Senon d'Antan Meuse

https://www.senon.l3fr.org/e107_plugins/content/content.php?content.102

Page 2/5

acquéreurs, détenteurs des vivres, des semences et des réserves monétaires pour le paysan, le chevalier, la communauté urbaine ou villageoise.

Les Lombards, pour gonfler leurs biens, prennent à ferme les terrages à Varennes, les gabelles à Lachaussée. Les paysans leur vendent leurs récoltes à des prix dérisoires en échange de vivres et de semences comptées par les Lombards au prix fort. Malgré la sécurité qu'ils assurent aux paysans, ils ne sont guère aimés car on raconte que les Lombards auraient avec les villageoises, des relations intimes.

Un homme de Mairy salit leur puits de Sancy, d'autres de Mairy et Anoux incendient la tour de la forteresse de Sancy, la résidence des Lombards. Une bonne part des capitaux ainsi gagnés par les Lombards sont sortis de la région car ils ne peuvent acquérir de biens.

Les maisons-fortes de Tilly et Amblonville appartiennent à l'évêque. Boncée est une forteresse, au réseau vassalique restreint, appartenant au chapitre cathédral. L'incapacité de l'église à faire oublier l'archaïsme administratif et de l'image de la conception de la prévôté domaniale fait qu'ils doivent faire appel aux autres pour faire arrêter ses propres sujets, utilisent les forteresses pour les emprisonner et des granges pour stocker leurs récoltes.

L'absence d'une forteresse apparaît comme un grand vide administratif. Elles sont le support des fidèles vassaliques ou des serfs ou des nobles. Sa symbolique reste importante à la fin du Moyen-Age comme exemple, les commissaires du duc René II prennent possession de la forteresse d'Amermont en touchant les huisseries et les serrures de cette dernière. Le prévôt y stocke les revenus du domaine et y loge. Il en livre une partie à la résidence princière ou à ses armées. En principe la plupart des revenus sont dépensés sur place pour l'entretien des biens domaniaux, le versement des rentes assignées sur la prévôté, entretien du prince et des nobles ou bourgeois.

Entre Hattonchâtel et Chambley, on construit une forteresse sur la digue et se crée alors un bourg, Lachaussée.

Les étangs, leurs constructions et leurs extensions posent des problèmes financiers. Il faut que les seigneurs ne prenant pas part, les communautés rurales et les paysans soient dédommés. En effet, on y voit les tenures, les pâquis même les chemins. Les plus grandes pièces sont établies dans les "hauts bois" princiers dans les forêts de Woëvre, de Mangiennes, là où elles échappent aux servitudes. Les princes font de la pisciculture un atout au détriment des seigneuries mineures, abbaciales ou chevaleresques. La construction de forteresse sur les digues des étangs les plus vastes amène le souverain à devoir exiger son accord pour toute nouvelle forteresse. Pierre de BAR-PIERREFORT dut jurer de ne pas édifier aucune construction, sans l'accord souverain du sire d'APREMONT, sur l'étang de Bouconville. Les habitants des villages se défendent contre ces constructions qui envahissent le paysage, car eux-mêmes ont de moins en moins d'espace pour leurs cultures.

Entre 1280 et 1340, le prieur d'Amel perd le contrôle de ses revenus.

En 1314, Le chapitre de la Madeleine met en viager sa seigneurie de Châtillon sous les Côtes, son gagnage (grange) d'Abaucourt, les moulins d'Eix et de Mandres, à un bourgeois contre neuf res de froment et cinq s forts par année. Le bail ne tient pas.

En 1316, le preneur est un riche chanoine de la collégiale, Millet BOIPIUS ; il devra seulement six res de froment par année. Le gagnage de Bouvigny, la dime des foin et une rente de 26 res de blé (froment, avoine, seigle) sur les dîmes d'Amel et Senon, sont donnés en viager à un clerc de Metz, Thomassin de XIVRY et à un chevalier, Jacques de BOUVIGNY. Thomassin détient le bail viager du prieuré, la grange de Domprix et avec les menues dîmes et rentes de ce même prieuré à Domprix, Bertrameix et Piennes. Pour le tout, il a versé 135 livres messines en une fois au prieur.



Senon d'Antan Meuse

https://www.senon.l3fr.org/e107_plugins/content/content.php?content.102

Page 3/5

Pour se sortir de ses dettes envers ses multiples créanciers, l'abbaye de Saint Nicolas du Pré afferme à Jean DU MORIER, habitant de Verdun et à son épouse, toutes leurs possessions d'Esnes : dîmes, rentes, terres arables. DU MORIER a versé pour cel à 140 livres et ne versent pas de loyer. Ils ont seulement à verser chaque année les rentes en froment dues par l'abbaye, aux chapitres de la cathédrale et de la Madeleine.

Les Cisterciens de Châtillon, en 1325, afferment leur grange de Wiberstap en viager à un paysan et leur maison de Dommary à une villageoise de Pareid, leur créancière.

Ils avaient déjà vendu, en 1322, en viager leurs dîmes, terrages et fours de Duzey, à un chevalier.

Certains établissements religieux veulent faire le remembrement des "waignages" pour récupérer les parcelles domaniales. Les chanoines de Saint Pierremont récupèrent ainsi à Amblemont plusieurs prés en 1270. Certaines abbayes acceptent plus facilement de concéder des chartres à la loi de Beaumont et liquident leurs biens trop éloignés de leurs chefs-lieux administratifs.

Le prieur d'Amel, pour remembrer son gagnage, profite en 1289 du pariage et de la chartre d'Amel et Senon. Ainsi jusqu'en 1318, les religieuses de Juvigny remembre Bezonnaux; les moniales de saint Maur font de même à Champneuville. En 1294, l'abbaye de Gorze en fait de même pour aggrandir le gagnage d'Olley où, elle possède un prieuré.

Le remembrement les plus importants se font à proximité et même au chef-lieu même. Ailleurs les églises profitent de la chartre de franchise pour regrouper labours et prés domaniaux.

Les abbayes, les chapitres et surtout les chevaliers restent fidèles aux gagnages (granges). Les princes, les églises et la petite noblesse conservent les biens les plus rentables.

A Azannes, par exemple, toutes les chartres réservent le "breuil" et la vigne seigneuriale. Et l'évêque, en 1269, se réserve 50 fauchées de pré, certainement à la suite d'un agrandissement du "breuil".

Le "breuil" correspond aux besoins administratifs, il permet de nourrir les chevaux du maître, les "routes" des vassaux. Il se trouve auprès des châteaux mais aussi en "affermage" car il procure à tous des revenus fort appréciables pour tous, seigneurs et églises.

En 1270 et 1293, morceau par morceau, les religieux de Saint Pierremont rachètent le "breuil" de Muzeray laissé par Saint Paul à divers tenanciers auparavant.

Tout cel à permet des remembrements forestiers, de constructions ou d'agrandissements des étangs. Ainsi les étangs de Pillon, de Wassecourt, d'Amel et Senon sont agrandis.

Le pariage fait disparaître l'avouerie et ses querelles : la seigneurie devient propriété indivise de l'église et de son ancien avoué. Mais certaines églises plus conservatrices (Saint Mihiel, Saint Maur, la Madeleine) ne veulent pas d'"accompagnements". Le ban de Chaumont comprend 4 villages ; les avoués, les sires de LATOUR ont usurpé l'essentiel de la justice, ils revendiquent les mainmortes, les formariages et empêchent l'abbaye d'unir les censives où les paysans lui donnent l'aumône.

De 1200 à 1225, la crise s'installe et les difficultés deviennent permanentes. La fiscalité pontificale, dénoncée par un moine de Saint Vanne en 1246, est en responsable pour une bonne part.

Avec l'émancipation des villes, les évêques perdent beaucoup au XIII^e et doivent partager leurs biens et revenus avec la communauté bourgeoise.

Vers 1265, le duc de Lorraine et le comte de Champagne se disputent à cause de la ville Nancy, capitale du duché. Les Champenois veulent y imposer la loi de Beaumont. Les difficultés économiques font que les princes imposent des chefs de sens, avec comme seul recours : accepter l'équivalent d'un réseau vassalique.

Le duc de Lorraine fait de Longwy, en 1281, le chef de sens des localités du duché affranchies à la loi de Beaumont. Les



Senon d'Antan Meuse

https://www.senon.l3fr.org/e107_plugins/content/content.php?content.102

Page 4/5

communautés préfèrent être rattachées à un échiquinage impartial, comme celui de Beaumont, plutôt qu'à un barrois soupçonné d'être complice du comte.

Au début du XIII^e siècle, la seigneurie de HUE ou HUON d'Amel est considérable ; il comprend des alleux et des fiefs dans le Barrois (Salmagne, Levoncourt, Rumont..) en Lorraine et dans le diocèse de Verdun : l'avouerie d'Amel et Senon, des possessions à Avillers, Réchicourt, Gouraincourt, Piennes, Baroncourt, Houdelaucourt, Haucourt, Bouligny, Dommary, Bertraimex, Bouvigny, Fontoy, etc... Enfin de compte tout ce qui constituera la seigneurie de Pierrepont aux XIV^e et XV^e siècles.

Le comte de Bar, suzerain principal de HUE, ne cesse d'acquiescer les serfs s'enfuyant de la seigneurie. A Amel, le comte n'hésite pas à dessaisir HUON des plaids du marché et impose sa monnaie, la vente de ses vins. En 1278, Thierry d'Amel, fils d'HUON, reprend en fief du comte de Bar sa grange de La Folie, proche d'Amel, à l'exception d'un des quatre étangs ainsi que ses biens de Spincourt, sauf la tuilerie. Mais il sera homme lige du comte après sa ligesse à l'évêque de Verdun. Ce premier accroc vient des difficultés financières de Thierry.

Il s'avère incapable de redresser la situation. La concession de la loi de Beaumont à ses hommes d'Avillers, Haucourt et Réchicourt en 1280 ne lui apporte pas les moyens nécessaires.

Verdun prend parti pour l'évêque et pour le roi. Les principaux traités de paix datent de 1359, année où les bandes anglo-navarroises envahissent le comté de Bar et de Verdun. Pierre II, en véritable chef de bande, lance les "Bretons", les Gascons et les "Anglais" contre Metz en 1365 et le Verdunois. Les "Bretons" s'installent à Latour en Woëvre, Manheulles, Pintheville, Hennemont ou encore Nixeville...

Entre 1365 et 1370, le duc de Bar est en guerre contre les Messins, les Toullois et le comte de Linange. Quand à l'évêque de Verdun, il se bat contre Pierre II de Pierrefort. Lachaussée, pourtant fortifiée, est détruite par deux fois par les "Anglois" en 1360 et en 1368 par les "Messins".

Le duc de Bar fait raser les forteresses de Pintheville, Manheulles et Hennemont. Pierre II, lui, s'était emparé de celles de Sampigny et Charny avec l'aide des "Bretons".

En cas de danger, les sujets du prince doivent se réfugier dans les forteresses, c'est le "traict à forteresse" et en cas de non-exécution, ils doivent payer une amende. Par exemple, en 1363, une rançon est exigée des habitants d'Amel, Senon, Spincourt, Bezonvaux, Loison et Harville car ils n'ont pas obéi à cet ordre. Idem pour Sancy, Parois.

Mais les paysans hébergés dans ces forteresses doivent payer pour leurs mobiliers, leur bétail suivant un tarif élaboré. En exemple : pour 5 grosses bêtes le coût est de 20 sols, ou pour 400 brebis la somme est de 100 sols.

Dans la région, les terrages connaissent une tendance à la baisse dans la production céréalière avant 1349. Malgré leurs marchés qui sont présents depuis 2 siècles, les villages d'Etain, d'Amel et Senon enregistrent la même tendance. Les guerres et les épidémies de peste accentuent encore cette baisse.

Certains villages, abandonnés par les habitants avant 1400, ne sont toujours pas habités en 1500 car les villages voisins usent des terres en vertu des lois.

En 1517, des forains demandent à s'installer à Haraumont et reconstruisent le village. En 1532, ils érigent une chapelle sur le lieu de l'ancienne église.

Les sacrifices demandés par les princes à leurs officiers sont souvent largement récompensés. En 1439, le duc René engage à Saubelet de Dun, prévôt de Marville, des seigneuries importantes. Ces terres passeront à Jean de Mandres, écuyer, gruyer de Saint-Mihiel et châtelain de Mandres, l'un des plus constants créanciers du duc de Bar entre 1420 et 1450.

Le rôle financier des officiers auprès des princes leur apporte des privilèges importants. Ils sont les seuls à obtenir des



Senon d'Antan Meuse

https://www.senon.l3fr.org/e107_plugins/content/content.php?content.102

Page 5/5

exemptions de la loi de Beaumont.

Merci à Patricia WOILLARD pour avoir tapé cet article